

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies de suivi et de préférences J'accepte
Désactiver les cookies

[Parti de l'émancipation du peuple
\(ex-M'PEP\)](#)

<http://www.m-pep.org/Massacre-a-Paris-Communique-du-Bureau-executif-du-Parti-de-l-emancipation-du>

Massacre à Paris : Communiqué du Bureau exécutif du Parti de l'émancipation du peuple

dimanche, 15 novembre 2015 / **Le Bureau exécutif du Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP)**

[MASSACRE A PARIS : COMMUNIQUE DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI DE L'EMANCIPATION DU PEUPLE](#)

Le 15 novembre 2015.

Le Parti de l'émancipation du peuple partage la douleur des familles et des proches des victimes du massacre commis dans la nuit du vendredi 13 novembre à Paris sur ordre de Daesh. Il leur témoigne sa solidarité et sa compassion. La condamnation des fanatiques assassins ne peut suffire, il faut les combattre efficacement et les éliminer définitivement. Deux fronts sont nécessaires pour y parvenir : celui de la mise en place d'une large coalition internationale agissant sur mandat de l'Organisation des nations unies (ONU), et le front de la justice sociale et de la démocratie.

Les puissances occidentales, et singulièrement les États-Unis d'Amérique, sont à l'origine de la création des mouvements intégristes religieux. Ce sont eux qui, en organisant la mondialisation néolibérale, ont aggravé les inégalités entre pays riches et pays pauvres, ainsi qu'entre riches et pauvres dans tous les pays. Ce sont eux qui refusent de résoudre le conflit israélo-palestinien en interdisant au peuple palestinien d'avoir son propre État. Ce sont eux qui interviennent, la plupart du temps sans mandat de l'ONU, dans des pays où non seulement ils ont été incapables de régler le moindre problème, mais où au contraire ils ont laissé le chaos : Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Yémen... Ce sont eux, en Syrie, qui soutiennent et arment la filiale locale d'Al-Qaïda, le Front Al-Nostra, pour abattre le régime en place, certes criminel, de Bachar el-Assad, ce sont eux qui entretiennent des liens privilégiés, notamment commerciaux et militaires, avec les États du Moyen-Orient qui financent les criminels fanatiques (Arabie saoudite, Qatar...) ainsi que la Turquie.

La prise de position de la Russie semble la plus prometteuse : mise en place d'une large coalition internationale, incluant des pays arabes, sous mandat de l'ONU, pour détruire les mouvements fanatiques criminels, création des conditions permettant la tenue d'élections libres en Syrie. La conférence de Vienne, commencée le 30 octobre, qui se tient à l'initiative de la Russie, rassemble 17 pays dont l'Arabie saoudite, l'Iran, la Turquie, l'Égypte. Samedi 14 novembre se tenait la seconde réunion en présence de J.Kerry (USA) et de S.Lavrov (Russie). Il semble qu'un premier accord ait été

obtenu sur les élections en Syrie pour décembre 2016 et que la discussion ait bien été engagée sur la suite à donner contre l'État islamique. Il existe à l'évidence un lien entre cette conférence et les attentats de Paris, Daesh ayant intérêt à empêcher tout accord international à propos de la Syrie. Un lien, également, est à établir avec la victoire des forces armées du gouvernement syrien à Alep, ayant l'appui de l'aviation russe, contre Daesh et Al-Nostra. Rappelons que ce dernier groupe est soutenu militairement et financièrement par l'Arabie saoudite, la Turquie, la France, les États-Unis.

Le second front doit être celui de la justice sociale et de la démocratie. C'est sur le terreau de la misère, matérielle et morale, que prolifèrent les groupes extrémistes de toute nature. Les politiques néolibérales et néocoloniales menées depuis des décennies par les pays occidentaux n'ont fait que répandre la misère sur la planète. C'est à ces politiques que les peuples doivent s'attaquer pour mettre un terme au chômage et à la précarité, au démantèlement des services publics et de la protection sociale, sans parler des atteintes graves à l'environnement. Une mention spéciale doit être accordée à l'Union européenne pour l'ensemble de son œuvre qui, aux politiques d'austérité, a ajouté l'élimination des frontières. On en voit aujourd'hui le résultat. Chaque pays doit être maître chez lui et décider, en toute souveraineté, qui a le droit d'entrer et de séjourner sur son territoire national. La France doit sortir de Schengen. Elle doit aussi sortir de l'euro et de l'Union européenne, systèmes qui nous attirent vers le fond.

L'état d'urgence décrété par le président de la République, s'il était nécessaire, ne doit pas être prorogé au-delà du délai légal de 12 jours. Il est par ailleurs parfaitement naïf et illusoire de croire que l'addition de la surveillance du territoire, même renforcée avec le plan Vigipirate rouge, qui est le niveau le plus élevé de vigilance sur le territoire national, l'état d'urgence, le contrôle des frontières, des lois « antiterroristes » – nécessaires - suffiraient à mettre le peuple français à l'abri d'attentats aveugles comme ceux de la nuit du 13 novembre. Hélas, tout indique que de tels drames vont se reproduire. On ne pourra jamais empêcher avec une certitude absolue des fanatiques munis d'explosifs de se faire sauter dans un lieu public. Dans de telles circonstances, il n'est pas rare de voir se développer des « explications » sans fondements pour tenter de comprendre la situation. C'est le cas d'une « thèse » selon laquelle ces attentats seraient le résultat d'une manipulation avant les élections régionales. C'est aussi le cas d'une autre « thèse » pour laquelle si tous les criminels fanatiques sont morts, les autorités les auraient tués pour les empêcher de parler. Nous savons désormais que ces fanatiques partent volontairement à la mort et ont actionné leur ceinture explosive. Nous dénonçons de telles élucubrations.

De nombreux dirigeants politiques, dont le Premier ministre, affirment que la France est en guerre. C'est en effet le cas dans les faits. Cependant, une déclaration de guerre relève de l'article 35 de la Constitution française qui stipule que « *La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement. Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote.* » Il est temps que le Parlement débatte des buts et des moyens de la guerre de la France contre les groupes de criminels fanatiques qui la menacent. On comprend très bien pourquoi le gouvernement s'y refuse car il finance lui-même de tels groupes. N'est-ce pas Laurent Fabius qui faisait l'éloge de Al-Nostra pour détruire le régime syrien, selon Le Monde en décembre 2012 ? Mais si le clan maffieux Assad s'effondre, c'est l'État syrien lui-même et la Syrie qui s'effondrent, laissant confusion et barbarie comme en Irak et en Libye.

Il faut fermer les mosquées ayant des imams radicalisés et les expulser, interdire leur financement par des puissances étrangères. Contrairement à la politique des gouvernements de droite et de gauche de

réduction des services publics, il faut donner les moyens à l'armée française, à la justice et à la police, de protéger efficacement les citoyens, ce qui est incompatible avec le maintien de la France dans l'OTAN, l'euro et l'Union européenne. Pour autant, l'interdiction du droit de manifester et la limitation des libertés publiques sont inacceptables. Le peuple français, au contraire, a besoin de la démocratie pour s'unir, se mobiliser et faire face à l'adversité. Les élections régionales doivent se tenir aux dates prévues. La vie politique doit reprendre son cours normal.

Nous n'avons pas peur. Serrons les rangs !

